

économique de ces pays. En Amérique latine, le PNB par habitant, qui était à la hausse depuis 1950, est tombé de près de 10 p. 100 au cours de la première moitié des années quatre-vingt. Ainsi, malgré les restrictions économiques et les efforts déployés pour assurer le service de la dette, les ratios dettes/exportations en Amérique latine sont plus élevés en 1985 qu'ils ne l'étaient en 1982, sauf pour le Brésil. Selon les prévisions, ce n'est qu'en 1990 (au plus tôt) qu'on retrouvera le même revenu par habitant qu'en 1980. Dans un tel contexte, la déception et l'agitation des populations vont croissant, menaçant du même coup les leaders nouvellement élus.

Les gouvernements des démocraties solidement implantés du Tiers monde sont également minés par le problème de l'endettement. L'augmentation constante du chômage, les taux d'inflation élevés et la hausse des prix à la consommation grèvent trop lourdement leurs régimes de bien-être social. Dans des situations économiques extrêmes, la distribution du revenu tend souvent à devenir plus inéquitable. L'histoire nous montre qu'il existe un lien de cause à effet entre le changement politique d'une part, et la croissance économique et le bien-être social d'autre part. Même les chefs démocratiques incontestés voient leur marge de manoeuvre réduite par la pression du service de la dette et se retrouvent dès lors dans une position de grande vulnérabilité. À cet égard, les émeutes récentes au Brésil témoignent amplement du fait que dans un pays débiteur, le fragile tissu social et politique résiste mal au mécontentement généralisé que suscitent des mesures d'austérité. En outre, des événements de cette nature compliquent encore davantage l'instauration de mesures de réforme et de restructuration.

M. Cedric Ritchie, président de la Banque de Nouvelle-Écosse, a dit au Comité que l'application en permanence de mesures d'austérité « avait eu un coût social et politique qui, dans certains pays du moins, paraissait insoutenable ». M. William Mulholland, président de la Banque de Montréal, a été plus direct encore: «...si nous croyons pouvoir convaincre les pays débiteurs qu'ils devraient manger moins pour rembourser leurs dettes, nous ferions bien d'y réfléchir à deux fois ».

Il est dans l'intérêt des Canadiens et des autres démocraties des pays industrialisés d'espérer le renforcement des gouvernements des pays en développement démocratiques. Le Comité presse donc le gouvernement du Canada de reconnaître que le poids de l'endettement pourrait avoir sur ces démocraties naissantes un effet déstabilisateur.